

JAB
CH-8031 Zurich
P.P. / Journal

Poste CH SA

Changements d'adresse:
GSsA, CP 1515, 8031 Zürich
gssa@gssa.ch

GSsA

GSSA JOURNAL N° 130
FÉVRIER 2022

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

Stop F-35

L'achat s'accompagne de subventions industrielles opaques et arbitraires. Le F-35 est deux fois plus bruyant et provoque une pollution sonore particulièrement désagréable. PAGE 4



Frontex

Au moment de la clôture de ce numéro, le référendum contre le soutien de la Suisse à la surveillance militarisée des frontières, contraire aux droits humains, devrait aboutir. PAGE 5

«Terroristes non-violents»

Bien qu'il nous ait été assuré durant la campagne que la loi aux proportions démesurées sur le terrorisme ne serait pas utilisée contre des opposants politiques pacifistes, son véritable objectif est de plus en plus clair. PAGE 7

DES DRAPEAUX CONTRE LE F-35 !

PAGE 4

COMMANDER UN DRAPEAU

Les drapeaux ainsi que le
reste du matériel de campagne
peuvent être commandés
sur stop-f-35.ch/fr/materiel



**STOP
F-35**

JA! OUI! SI!

COMPTER ET AUTHENTIFIER

Chère lectrice, cher lecteur,

Les guerres et la crise climatique sont deux éléments d'un même cercle vicieux qui pousse des millions de personnes à fuir. Mais au lieu de se montrer solidaire, la Suisse préfère choisir la voie de l'ignorance et mise sur l'isolation et les corps de gardes-frontière. En même temps, elle exporte des armes d'une valeur de plusieurs millions de francs et continue à accélérer la crise climatique par les investissements massifs de la place financière suisse. Nous consacrerons quatre articles à ces sujets. À l'aide de quelques exemples, nous mettrons en lumière les liens entre crise climatique et guerre. Le référendum contre le budget de Frontex, quant à lui, nous poussera à parler de la politique migratoire. Ensuite, nous tenterons une expérience de pensée concernant les actions en justice contre la politique climatique et les façons potentielles d'utiliser cet instrument contre les entreprises d'armement. Finalement, nous vous présenterons quelques chiffres concernant les exportations de matériel de guerre.

La Suisse ne veut pas seulement dépenser des sommes astronomiques pour Frontex – elle désire en faire de même pour les avions de chasse. Afin d'éviter cela, nous avons lancé l'initiative F-35, qui nous occupe beaucoup en ce moment. Nous vous donnerons les dernières informations en date sur la récolte de signatures et nous pencherons sur le rôle de la Suisse dans les affaires compensatoires. Par ailleurs, nous nous intéresserons au bruit des avions de chasse – quelques décibels de plus font-ils réellement une différence ?

Enfin, le sexisme est bien vivant dans l'armée. Le dernier exemple en date nous vient d'une FAQ publiée par le Département des affaires militaires et de la protection civile du Canton de Saint-Gall, qui semble encore vivre au siècle passé.

Nous espérons que ces articles passionnants vous plairont et vous souhaitons bonne lecture,

Anna Lindermeier
et toute l'équipe de rédaction

Impressum

Rédaction : Thomas Bruchez (tb), Anja Gada (ag), Jonas Heeb (jh), Saskia Rebsamen (sr), Moritz Lange (ml), Nadia Kuhn (nk), Jonas Kampus (jk), Anna Lindermeier (al, responsable), Lukas Bürgi (lb), Andreas Weibel (aw), Adi Feller (af), Oger (og), Pauline Schneider (ps)

Abonnement : 20.– par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSSA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSSA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch **ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an** **Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili | **Tirage :** 4'800 exemplaires **Traduction :** Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à la licence Creative Commons CC BY-ND-NC 4.0. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

Photos titre: @patrouilleur de Joeds, wikimedia, drapeau stop-f-35: @GSSA

L'initiative populaire : un monstre bureaucratique

L'initiative populaire est un instrument merveilleux. Il vous suffit de 100'000 signatures et vous pouvez proposer un changement de la Constitution, sur lequel se prononcera la population. Mais le chemin pour en arriver là est semé d'embûches. MORITZ LANGE

Nous disposons actuellement de 75'000 signatures en faveur de l'initiative Stop F-35, il nous en manque donc encore 25'000. Quoique, si l'on veut être précis.e, il nous en faut encore 45'000. Comme il n'arrive jamais que toutes les 100'000 signatures soient valables, les comités d'initiative récoltent en général 120'000 signatures pour s'assurer que leur initiative soit validée. Car une fois l'initiative déposée à la chancellerie, plus aucun changement ne peut être apporté.

On oublie volontiers que la récolte de signatures n'est pas la dernière étape. En effet, chaque paraphe doit être validée par la com-

mune où est domicilié.e le/la signataire. Cela signifie que, pour chaque signature, la commune certifie que la personne ayant signé vit dans la commune en question et y possède le droit de vote. Une signature n'est valable que si elle est accompagnée du nom, du prénom, de la date de naissance et de l'adresse de la personne. Le nom, le prénom et la signature doivent être indiqués à la main.

Afin d'éviter d'envoyer un formulaire rempli de commune en commune, on précise généralement que les signataires d'un formulaire doivent toutes habiter la même commune. Au-dessus de la case comprenant la signature, on indique

le canton, la commune, ainsi que le numéro postal. Ainsi, on peut attribuer une commune à chaque formulaire.

Avant de pouvoir valider les signatures, la commune doit recevoir les formulaires signés. Cela est plus compliqué qu'il n'y paraît et représente un défi logistique. Chaque jour, notre secrétariat reçoit des centaines de formulaires remplis. Nous devons d'abord les séparer par commune et ensuite les envoyer aux administrations communales. La Suisse comptant environ 2000 communes, cela peut prendre un moment. Il arrive quelque fois que ni le numéro postal ni la commune ne soient indiqués. Nous devons alors nous servir de l'adresse pour trouver ces informations – c'est un véritable travail de détective.

Les fusions de communes ont des avantages et des inconvénients. La ville de Lugano a par exemple fusionné avec plus de 20 communes au cours des dernières années. L'avantage est que cela représente moins de communes au total, ce qui rend le classement plus simple. Les choses se compliquent lorsque des personnes indiquent leur ancienne commune par erreur – c'est compréhensible, puisqu'il s'agit de leur adresse. Or le lieu où l'on habite n'est pas toujours une commune, politiquement parlant. C'est ennuyeux, car les formulaires signés sont ensuite envoyés à Lugano. Or, nous ne savons malheureusement pas par cœur si la commune de Carona fait partie de la commune de Lugano, par exemple.

Néanmoins, ce travail de certification reste une tâche agréable. On ne s'ennuie pas, on découvre de nouveaux noms amusants et on sait ce qu'on a accompli une fois terminée. Si tu aimerais nous aider et découvrir cette activité, n'hésite pas à nous contacter à l'adresse gsoa@gsoa.ch. Nous avons hâte de te rencontrer !

Partout en Suisse, nous récoltons des signatures pour l'initiative Stop F-35. Photo : GSSA



ENGAGEMENT

Nous ne deviendrons pas une agence de lobbying !

L'activisme de base est essentiel à tout changement politique. C'est pour cela que nous avons besoin de toi ! LUKAS BÜRGI

Plus les années passent, plus le GSSA se professionnalise. Nous fêtons des succès aux urnes tels que le référendum contre le Gripen et la presque victoire contre les avions de chasse en 2020. Nous avons même pu célébrer des réussites au parlement et l'initiative correctrice a fortement amélioré la législation en matière d'exportation d'armes. Le secrétariat travaille dur, mais prend également des décisions concernant les affaires courantes. Une chose est certaine : nous n'aurions jamais pu atteindre tout cela sans une base dévouée.

Nous vous invitons donc chaleureusement à participer ! Rendez-vous auprès d'un groupe régional, créez (ou revigorez) des groupes de travail thématiques et participez aux prises de décision stratégiques lors des réunions ouvertes du comité, aussi appelées réunions de coordination. Ceux-ci auront lieu le 26 février le 19 mars et le 23 avril. L'assemblée générale se tiendra le 24 avril. Pour plus d'informations, n'hésitez pas à nous contacter par email ou par téléphone (voir à gauche).

IMAGE DES FEMMES

Réponses scandaleuses pour des questions qui n'auraient jamais dû être posées

Début novembre, le Département des affaires militaires et de la protection civile du Canton de Saint-Gall a lancé un nouveau site web intitulé « Des femmes dans l'équipe de l'armée » (Frauen Team-Armee). Le but était de motiver plus de femmes¹ à servir dans l'armée. On peut dire que le département s'est tiré une balle dans le pied. ANJA GADA

Commençons par les fonctions prévues pour les femmes dans l'armée. Celles-ci vont de « personne qui aide », « personne qui soutien » à « technicienne » et « combattante » – (l'ordre a ici tout son poids). La « personne qui aide » se distingue par son empathie et son humanité. La « personne qui soutien » coordonne les ac-

tivités à la cuisine et au bureau et veut « rester dans les coulisses ». Les « techniciennes » s'intéressent aux « tâches qui nécessitent des capacités techniques » et les « combattantes » forment le petit groupe qui reste, passionné par les domaines « typiquement masculins de l'armée » où l'action ne manque pas.

Ces quatre catégories me font froid dans le dos. Deux des quatre options sont des postes où l'on doit servir et soutenir, ne pas se mettre au premier plan et ne surtout pas faire de vagues. En soi, je ne suis pas surprise par cette vision du monde sexiste et patriarcale de l'armée.

¹L'armée étant une institution très binaire, je me concentrerai sur les femmes dans cet article et n'aborderai pas la question des personnes appartenant à d'autres identités de genre dans l'armée

J'aurais juste attendu plus de sensibilité dans une « offensive féminine ». Pour attirer les femmes dans l'armée, la meilleure stratégie n'est certainement pas la perspective de fournir plus de travail de care.

Mais ce n'est pas tout. Mis à part le fait que ce genre de site aurait dû être conçu en collaboration avec le bureau de l'égalité du canton, il aurait du au moins être montré à plusieurs femmes avant de le mettre en ligne. La FAQ aurait alors provoqué quelques sourcils froncés et ensuite été retravaillé de A à Z. Il s'agit d'une liste de questions potentielles compilée avec beaucoup d'attention par l'auteur(trice). L'un des sujets brûlants est par exemple la question suivante : a-t-on assez de temps pour l'hygiène corporelle tel que le lavage des cheveux dans l'armée ? Autre sujet « important » : peut-

on servir dans l'armée si on a les cheveux longs, des faux ongles ou un maquillage trop prononcé. Pour l'armée, la réponse est catégorique : il faudra attendre le week-end pour se faire belle. La meilleure réponse restera toutefois celle à la question de savoir si les camarades hommes « accepteront » une femme : « Pour te faire une place, reste une femme ! N'essaie pas d'imiter les hommes ou d'être aussi forte qu'eux. Sois fière de tes faiblesses, les hommes en ont aussi. Vous les compenserez mutuellement. »

La façon dont la question est formulée révèle que la personne qui l'a rédigée pense que les femmes seront confrontées à des discriminations de genre dans l'armée. Ce serait la seule justification possible pour cette question. Après avoir provoqué un mini scandale sur les réseaux sociaux, la FAQ a été retirée du site.

Je suis d'accord avec ce département sur un point : n'essaie pas d'imiter les hommes, surtout lorsqu'ils essaient de nous expliquer le monde. Maintenant, si vous voulez bien m'excuser, j'ai rendez-vous chez le coiffeur.

SERVICE CITOYEN

Contre l'extension du service obligatoire

L'association « service citoyen » n'a pas atteint les résultats escomptés durant la « phase de pledge », mais elle compte tout de même tôt ou tard lancer son initiative pour un service citoyen. JONAS HEEB

Un service citoyen pour tout le monde, où chacun.e pourrait utiliser de son mieux ses qualités et qui promouvrait même l'égalité. Voici la vision idyllique de l'association « service citoyen » et son initiative. Cela peut sembler bien beau,

mais malheureusement, presque personne n'y gagne. Aujourd'hui déjà, beaucoup de personnes peinent à trouver des places de service civile. À quoi la situation ressemblerait-elle si le nombre de personnes doublait ? Le service s'effectuerait

encore davantage dans les écoles et les hôpitaux, exerçant ainsi une pression supplémentaire sur les salaires déjà bien bas. Car pourquoi employer une personne formée si l'on peut choisir une candidat.e qui accomplit son service citoyen et qui coûte par conséquent beaucoup moins ?

De plus, le fait de rendre ce service obligatoire pour les personnes quel que soit leur genre ne doit pas être vanté comme acte d'égalité.

D'autant plus que ce sont les femmes qui fournissent la part du lion du travail de care. L'égalité n'est pas encore atteinte. Finalement, l'initiative n'est pas compatible avec le Pacte relatif aux droits de l'homme de l'ONU, qui interdit le travail forcé. Ce service citoyen permet de garantir les effectifs de l'armée et contribue à alimenter le narratif selon laquelle l'Armée suisse manquerait d'effectifs. La seule réforme qui permettrait d'améliorer le service obligatoire serait de l'abolir et d'introduire un service civil facultatif.

KILLER ROBOTS

Des individus, et non des données

Depuis plusieurs années, une campagne mondiale s'est organisée, visant à lutter contre l'automatisation des armes – les robots tueurs. Une coalition, réunissant des organisations des quatre coins du globe s'est formée, et ce fût évident pour le GSSA de la rejoindre, afin de stopper le plus rapidement possible la déshumanisation croissante de ces armes de guerre sans contrôle humain. PAULINE SCHNEIDER

DES ROBOTS QUI DÉCIDENT DE VIE OU DE MORT

Partout, nous pouvons remarquer une influence croissante du traitement informatique, et de la robotisation d'à peu près toutes les tâches qui peuvent être effectuées. À l'extrême de ce spectre se trouvent justement les robots tueurs. Une fois ce premier constat effectué, un second s'impose : une machine – un robot – ne devrait pas pouvoir prendre de décision autant importante que de pouvoir tuer. En effet, ces robots tueurs pourraient être utilisés dans des zones de guerres, en étant simplement pilotés à distance, et donc sans prise de décision humaine. Or, il est inconcevable d'imaginer que ces intelligences artificielles meurtrières puissent exercer autant de pouvoir.

Si ces robots peuvent sembler encore très futuristiques, des exemples nous montrent qu'ils sont pourtant en bonne voie de développement : l'année passée, lors du conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, cette dernière a utilisé des « drones kamikazes » fabriqués en Israël. Ces drones sont programmés pour détecter les signaux radar ennemis et effectuer une attaque « kamikaze » sur ces mêmes radars. Si ces armes

ne sont pas en elles-mêmes des robots tueurs, elles montrent tout de même l'autonomie croissante des armes de guerre, ainsi que la possibilité pour l'industrie de l'armement de se diriger vers une production d'armes ne nécessitant pas ou que peu de contrôle en bout de chaîne.

UN IMPACT MONDIAL

La coalition *Stop Killer Robots* a été créée en 2012 et lancée officiellement en 2013. Cette coalition mondiale, regroupant plus de 180 organisations, s'est lancée en collaboration avec Amnesty International dans une campagne visant à adopter une nouvelle loi internationale sur l'autonomie des systèmes d'armes. Le but de cette campagne, avec comme but un impact tant national, régional, qu'international est de sensibiliser, et de remettre l'humain à la place qui est la sienne, et non à le considérer comme un simple objet, qui pourrait être abattue par une intelligence artificielle le considérant comme une simple donnée. Isabelle Jones, coordina-

trice de cette même campagne disait « Les gens ne seraient pas vus par les robots tueurs, ils seraient traités ».

Si ces deux dernières années ont quelque peu repoussé certaines prises de décisions en raison de la pandémie, les actions entreprises à divers niveaux montrent qu'il reste de l'espoir concernant l'automatisation des armes. C'est un sujet qui inquiète, et qui mérite d'être régulé de manière plus humaine, sans attendre que de nouveaux progrès dans ce domaine apparaissent.

Pour signer la pétition, ou pour plus d'informations : www.stopkillerrobots.org

Photo: ©Stop Killer Robots, CC-BY-2.0



AFFAIRES COMPENSATOIRES

Privatisation de tâches publiques

L'armée et les milieux économiques présentent toujours les affaires compensatoires, aussi nommées offsets, comme une panacée pour l'industrie de l'armement. En réalité, il s'agit d'un mécanisme de subvention bien caché et de la privatisation de moyens publics. ADI FELLER

L'industrie de l'armement ne manque pas une occasion de parler du miracle économique que sont les affaires compensatoires, surtout lorsque l'on parle d'achat d'avions de chasse. Elle utilise un calcul simple : Achetez des avions de chasse pour 6 milliards et l'industrie suisse de l'armement recevra 6 milliards. Les avions sont donc gratuits ! Plus sérieusement, il s'agit là tout simplement de subventions industrielles, qui font augmenter le prix d'achat de 10 à 20%, qui plus est. Ces magouilles ne sont utilisées que dans le domaine de l'industrie car, selon l'OMC, elles sont illégales dans tous les autres domaines, n'étant pas compatibles avec le libre-échange. Pendant des années, les compensations étaient de l'ordre de 100%. En Autriche elles étaient même de 200% dans le cas des Eurofighter – les pots de vins ne pouvaient pas venir de nulle

part. Le parlement a décidé de réduire ces affaires compensatoires à 60% pour le F-35. Une mauvaise affaire, pourrait-on penser – si les contrats compensatoires sont accomplis, ce que promet l'industrie.

SOCIÉTÉS FICTIVES

L'adresse ressemble à celle d'une société écran : ASIPRO c/o F. Fischer AG, 6234 Triengen. Or, il s'agit là bien de l'adresse officielle de l'une des sociétés chargées d'organiser et de mener à bien ces affaires compensatoires par armasuisse, l'Office fédéral de l'armement. L'accord a été passé en avril 2021. Les président.es de cette association sont membres de Swissmem et de son équivalent romand GRPM. ASIPRO est responsable du bureau des affaires compensatoires à Berne, qui doit les réaliser.

L'industrie présente ASIPRO comme un excellent exemple d'un bon PPP – un partenariat public-privé. Autrement dit, l'Etat délègue des tâches à des privés qui, eux, peuvent garder les bénéfices. Car pour chaque affaire compensatoire, cette association reçoit 1 % du montant de l'offset. Elle a donc intérêt à ce qu'autant d'affaires compensatoires que possible soient autorisées. Selon le contrat passé entre ASIPRO et armasuisse, c'est tout de même cette dernière qui doit mettre à disposition le matériel de bureau et l'infrastructure informatique. Reste une grande question : pourquoi armasuisse charge-t-elle une entreprise privée de contrôler et de mener à bien ces affaires compensatoires – qui plus est si cette entreprise appartient à l'industrie qui en profite financièrement ?

UN PEU PLUS DE TRANSPARENCE

Un nouveau registre public des affaires compensatoires recense depuis le 1er avril 2018 les noms des entreprises qui profitent de ces dernières. Bien entendu, les montants exacts et les bénéfices que retirent ces entreprises n'y figurent pas. On y voit uniquement la répartition sur le territoire en pourcentage. Si l'on regarde la liste

des entreprises de plus près, on voit que des filiales des fournisseurs étrangers sont listées dans la colonne des bénéficiaires suisses. L'exemple de l'entreprise française Thales est particulièrement frappant. Pour l'achat du système de surveillance de l'espace aérien Florako, ce sont les filiales zurichoises Thales Rail Signalling Solutions AG et Thales Swiss SA qui ont profité des affaires compensatoires. Dans le cas des tourelles Protector de l'entreprise norvégienne Kongsberg, l'une de seulement quatre entreprises bénéficiaires en Suisse alémanique est Kongsberg Defence Switzerland AG à Thoune. Il est donc profitable pour les fournisseurs étrangers d'avoir une petite filiale en Suisse. Cela permet de conclure quelques affaires de plus et, qui sait, peut-être même de payer moins d'impôts. L'industrie de l'armement est la grande gagnante des affaires compensatoires et dans ce domaine, il n'y a pas de petites économies.

F-35 ET NUISANCES AÉRIENNES

120 décibels et infrasons

Les personnes vivant près des bases aériennes où sont stationnés les F-35 protestent. Ces nouveaux avions de chasse sont non seulement plus bruyants que d'autres modèles plus anciens, le bruit émis se situe également dans une gamme de fréquence potentiellement nuisible à la santé. ANDREAS WEIBEL

Depuis fin 2019, huit F-35 de l'armée de l'air néerlandaise sont stationnés à Leeuwarden dans la province de Frise. Depuis, le nombre de plaintes pour nuisances sonores explose. Le bruit mesuré par les habitant.es de la ville est beaucoup plus élevé que celui des F-16 qui y décollaient et atterraient avant. Le volume maximal se situait avant autour de 78 db, tandis que celui du F-35 atteint 120 db, un volume comparable à celui d'un marteau piqueur. Les décibels sont une unité de mesure dont l'échelle est logarithmique. Dans ce cas précis, l'énergie sonore des F-35 est donc 100 fois supérieure à celle des F-16. On entend par exemple le décollage d'un F-35 à un rayon de 10 à 12 km. Si un F-35 décollait à Meiringen par exemple, on l'entendrait dans trois cantons différents.

Le gouvernement néerlandais avait auparavant assuré à la population que ces nouveaux jets ne seraient pas beaucoup plus bruyants. Toutefois, les mesures de bruit utilisées n'étaient que difficilement comparables : des F-16 à postcombustion étaient comparés à des F-35 sans ce système. Ces incohérences ont provoqué la colère de la population, ainsi que des discussions au sein du gouvernement de coalition.

NOISE IN BOISE

Du Vermont à l'Arizona en passant par l'Idaho et la Caroline du Sud, les critiques fusent également aux États-Unis. Selon le magazine *Popular Mechanics*, les auteurs et autrices d'un rapport sur l'impact environnemental sur le F-35 ont conclu que le stationnement d'une unité de

F-35 de la *Air National Guard* à Boise dans l'Idaho exposerait une centaine de ménage à un bruit comparable à celui d'un aspirateur à un mètre de distance. Les appartements concernés seraient pratiquement inhabitables.

Des mesures ont été effectuées sur la *Nellis Air Force Base*. Si l'on compare les F-16, les F/A-18-C/D (utilisés par l'Armée suisse) et les F-35, on découvre que les résultats sont comparables à ceux de Leeuwarden. Les F-35 sont beaucoup plus bruyants que les F-16, mais aussi plus bruyants que les F/A-18 C/D. Le volume maximal mesuré pour un F-35 était de 123 db. Or, des troubles auditifs peuvent survenir à partir de 115 db et ce même si la durée d'exposition est courte. Les F-35 émettent donc environ 8 db de plus que les F/A-18 C/D, ce qui signifie qu'ils sont environ deux fois plus bruyants.

INFRASONS

Selon la chaîne de télévision RTV Oost, les F-35 ne sont pas seulement plus bruyants, ils peuvent également émettre des infrasons. Les mesures de protections contre le bruit, telles que les fenêtres spéciales, ne sont pas efficaces pour cette gamme de fréquences. Car les ondes sonores peuvent traverser les murs et les toits sans problème. Nos oreilles ne perçoivent pas directement les infrasons, mais ils peuvent provoquer des troubles de la concentration, un sentiment d'inconfort et une augmentation de la pression sanguine. Il n'existe toutefois quasiment aucune étude sur l'impact des infrasons émis par des avions de chasse. Lorsque des mesures

sont effectuées dans ce domaine, ces fréquences sonores ne sont pas captées car elles sont trop basses pour des microphones et trop élevées pour des manomètres.

RÉSISTANCE CONTRE LE BRUIT EN SUISSE

Le bruit des nouveaux jets est également un sujet de conversation en Suisse. En octobre 2020, des régions où l'armée est en principe

appréciée et où l'on retrouve des bases aériennes ont fortement refusé l'achat de nouveaux avions de chasse. À Brienz, dans l'Oberland bernois, seul un tiers de la population a dit OUI à l'achat de nouveaux jets. Même cas de figure dans des communes près de Payerne ou d'Emmen. Le fait que le DDPS ait choisi le modèle le plus bruyant ne mènera probablement pas ces régions à l'apprécier davantage.

Initiative populaire «Gegen Kampffjetlärm in Tourismusgebieten»



MIGRATION

Guerres et crise climatique : un cercle vicieux

Les pays touchés par les guerres sont souvent ceux qui sont le plus durement touchés par la crise climatique. Une population appauvrie et des infrastructures détruites sont exposées aux sécheresses et aux inondations. Nous aborderons les liens entre guerres et crise climatique, les conséquences pour l'humanité et la réaction honteuse de la communauté internationale. ANNA LINDERMEIER

On dit souvent que la crise climatique est la plus grande crise de notre temps – et c'est tout à fait vrai. Car tant les conséquences directes qu'indirectes provoquent des souffrances immenses. L'une des plus dangereuses d'entre elles est le fait que le manque de ressources mène plus souvent à des conflits

Aujourd'hui déjà, la crise climatique provoque des sécheresses en Somalie menant à une pénurie alimentaire. Le pays s'en retrouve déstabilisé et le groupe terroriste Al-Shabaab en profite. Entre octobre 2020 et mars 2021, plus de 116'000 personnes ont dû fuir selon l'organisation humanitaire CARE, car les pénuries d'eau et la désertification ont détruit leurs moyens de subsistance.

Dans d'autres pays comme au Yémen, la crise climatique contribue à une escalade de la guerre. Celle-ci a commencé en 2014 après la prise de la capitale Sanaa par les rebelles Houthis. Ce conflit a déstabilisé le pays et détruit

l'infrastructure et les chaînes d'approvisionnement à tel point que le HCR a déclaré en été 2020 que 24 millions de personnes avaient besoin d'aide humanitaire. La catastrophe climatique contribue à détériorer la situation encore davantage en provoquant des périodes de sécheresse, la salinisation des sols et des pluies plus fortes. La pénurie de ressources alimente les conflits – c'est un terrible cercle vicieux.

En Afghanistan, les structures d'approvisionnement sont complètement détruites après 40 années de « guerre contre le terrorisme ». Selon l'ONU, environ 23 millions de personnes s'en retrouvent menacées par la faim aujourd'hui. De plus, l'Afghanistan est l'un des vingt pays les plus touchés par la crise climatique. Par rapport à l'aire préindustrielle, la température annuelle moyenne a augmenté de 1,8°C et même de 2,4°C au sud du pays, comme l'indique un article du Tagesanzeiger datant d'août. Les périodes de sécheresse et les inondations sont devenues de

plus en plus fréquentes ces dernières années. En novembre, le Secrétaire-Général de l'ONU mettait le monde en garde contre le désastre humanitaire provoqué par les conséquences combinées de la guerre et des crises climatique et sanitaire.

Ce cercle vicieux de guerres et crise climatique force des millions de personnes à fuir. Au cours des six premiers mois de 2021 seulement, les Nations Unies ont documenté plus de 82 millions de réfugiés dans le monde entier. Une étude du WEF a révélé que jusqu'en 2050, ce nombre pourrait atteindre 1,2 milliards.

Les réactions de la communauté internationale à cette catastrophe humanitaire sont quasi inexistantes. Tandis que des milices terroristes empêchent des collaborateurs d'ONG d'aider sur place ou vont même jusqu'à les prendre pour cible, la Suisse continue à exporter des armes pour une valeur de plusieurs millions. L'année dernière, les exportations de matériel de guerre vers les principaux pays impliqués dans la guerre au Yémen ont même battu un record. La communauté internationale a également décidé de fermer les yeux et d'agir plus tard – la COP26 à Glasgow l'a bien montré. La place financière suisse, elle, investit massivement dans des entreprises telles que RWE, un géant du charbon.

Celui-ci est responsable de 2% des émissions mondiales, or ce détail n'apparaît pas dans la politique climatique de la Confédération. La Suisse a une part de responsabilité dans la destruction des moyens de subsistance des personnes réfugiées. Mais elle décide néanmoins de financer Frontex, l'agence de protection des frontières de l'UE.

Si la Suisse veut être digne de sa réputation en tant que pays neutre et à tradition humanitaire, elle doit immédiatement cesser d'exporter des armes, poursuivre une politique climatique conséquente et se concentrer sur le but de la neutralité carbone pour l'atteindre rapidement. Par ailleurs, elle doit permettre aux personnes réfugiées de recevoir l'asile au lieu d'investir des millions dans la protection des frontières.

FRONTEX

Hymne à la joie

Frontex, l'agence européenne de protection des frontières, est synonyme d'une politique migratoire inhumaine et qui viole les droits humains aux frontières extérieures. Son budget devrait croître pour atteindre 11 milliards en 2027. La Suisse prévoit de contribuer 61 millions de francs par an pour la militarisation des frontières extérieures européennes. Le GSsA participera au lancement d'un référendum contre cette décision. JONAS KAMPUS

Depuis des décennies, la droite fait campagne avec la politique migratoire. C'est grâce aux sentiments ouvertement racistes et xénophobes que les partis de droite et d'extrême droite ont pu marquer une ascension si fulgurante. Ils gagnent des élections et justifient l'augmentation des budgets de la défense avec des avertissements contre les « flux de migrants », les « demandeurs d'asile » et les « étrangers criminels ». Tandis que les valeurs européennes sont prônées à Bruxelles et à Strasbourg, on ajoute des barbelés aux frontières au Maroc, en Pologne et aux Balkans. L'Union européenne construit des camps de concentration en Grèce et a négocié un pacte migratoire avec le dictateur turc. En même temps, les États ne procèdent presque plus au sauvetage en mer et les équipes de sauvetage issues de la société civile sont criminalisées.

L'UE FINANCE DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS EN LIBYE

Cette politique des valeurs européennes « alternatives » a coûté la vie à plus de 44'764 personnes depuis 1993. En réalité, ce chiffre est certainement beaucoup plus élevé. Selon des rapports récents sur les camps de concentration libyens, des personnes emprisonnées seraient torturées, violées et tuées. Ces camps sont placés

sous l'autorité des milices libyennes, mais financés par l'Union européenne. Si les réfugiés parviennent à s'échapper des camps et à trouver une place dans un canot pneumatique, ils/elles se retrouvent dans le viseur de Frontex et des dénommés corps de garde-côtes libyens, eux aussi des milices. Le droit maritime stipule que si l'équipage d'un bateau, quel qu'il soit, voit des personnes en détresse, il doit les sauver. Frontex décide de fermer les yeux sur ce principe fondamental en ignorant tout simplement les embarcations surpeuplées et instables ou en les surveillant à l'aide de drones. Ainsi ils peuvent contourner le droit maritime. Parfois, les « garde-côtes libyens » sont appelés à l'aide. Ceux-ci procèdent de façon extrêmement brutale : ils menacent les équipes de sauvetage civiles avec des armes automatiques ou percutent leur bateau.

Des documents prouvent que les garde-côtes grecs tentent de repousser des réfugiés vers la Turquie à l'aide de refoulements, et ce bien que les réfugiés se trouvent déjà sur le territoire grec, ce qui leur donne le droit de déposer une demande d'asile. Frontex connaît ces pratiques et les soutient même parfois. Si les réfugiés arrivent tout de même en Grèce et sur le continent européen, ils/elles doivent traverser un véritable parcours du combattant constitué d'obstacles



Photo: «Border Wall 2» by closethesoa, CC BY-NC-SA 2.0.

administratifs et de camps. Ils doivent souvent traverser plusieurs pays où ils sont détenus dans des conditions inhumaines ou alors on les empêche de traverser les frontières en les menaçant de violences. Il existe une seule constante : Frontex.

PLUS D'ARMES POUR FRONTEX

L'Union européenne prévoit de transformer Frontex en troupe de combat de 10'000 personnes au cours des prochaines années. Pour cela, il faudra plus de personnel, mais surtout plus d'armes. Une équipe autour du présentateur allemand Jan Böhmermann a découvert que Frontex avait mené des entretiens avec la crème de

la crème de l'industrie des armes. Frontex a beau les nier, il existe des preuves des rencontres entre Frontex et des représentants des lobbies de l'armement, dont Thales et Safran, qui possèdent des bureaux en Suisse. Les autorités suisses ont également participé à ces rencontres.

Frontex constitue le nouveau rempart défendant la politique néolibérale et néocoloniale de l'UE. Les frontières sont déjà fortement militarisées aujourd'hui et le deviendront bien plus à l'avenir. Nous devons nous défendre contre cette politique migratoire meurtrière et inhumaine. Un premier pas serait de ne pas verser un franc de plus à Frontex. La Suisse doit cesser immédiatement son soutien financier.

EXPORTATIONS D'ARMES

INITIATIVE CORRECTRICE

Des exportations toujours scandaleuses

Cette année encore, la Suisse a tiré profit du commerce de guerre et l'industrie de l'armement annonçait déjà en septembre un chiffre d'affaires de plus de 500 millions. Parmi les pays de destination se trouvent des Etats qui n'ont aucunement honte des violations des droits humains qui sont commis sur leur sol. La situation n'est toutefois pas désespérée, car nous avons pu fêter un succès cette année. VANESSA BIERI

Le monde est sens dessus dessous. Cette phrase est particulièrement vraie en temps de pandémie. Beaucoup de personnes ont peur pour leur avenir et leur subsistance et chaque pays fait face aux mêmes défis. Mais au lieu de traverser cette période difficile ensemble, la lutte des classes et surtout les conflits armés s'accroissent. Et tandis qu'une grande partie de la population est angoissée, les experts tablent sur une année boursière réussie. Les statistiques d'exportations d'armes durant cette année de crise sanitaire sont elles aussi présentées avec fierté. Les munitions et les chars figurent en tête des listes d'exportation. Ajoutons que les quatre critères suivants doivent être respectés pour tout pays important des armes depuis la Suisse :

- Les armes doivent servir au maintien de la paix, de la sécurité internationale et de la stabilité régionale,

- les droits humains doivent être respectés dans le pays de destination et l'on ne doit pas y trouver pas d'enfants-soldats,
- la Suisse déploie des efforts dans le domaine de la coopération au développement ; en particulier le pays de destination peut figurer parmi les pays les moins avancés sur la liste en vigueur des pays bénéficiaires de l'aide publique au développement établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE,
- le pays de destination doit respecter la communauté internationale, notamment sous l'angle du respect du droit international public.

De plus, la conduite adoptée par les pays qui, comme la Suisse, sont affiliés aux régimes internationaux de contrôle des exportations est prise en compte (source : SECO).

Malgré ces critères, 55 pays ont reçu des armes au cours des trois premières trimestres

2021, générant une recette d'environ 503 millions de francs. Ce montant n'est que légèrement plus bas que celui de l'année record 2020. Surtout durant une pandémie, cette situation est tout bonnement inacceptable. L'un des plus gros importateurs de matériel de guerre suisse est l'Arabie Saoudite (30 millions au total) et ce bien que les conventions des droits de l'homme y soient ouvertement bafoués. En effet, le royaume procède toujours à des décapitations et des châtiments corporels. La crédibilité de la Suisse s'effrite également au vu des exportations vers les Émirats Arabes Unis. Il devient ainsi de plus en plus probable que des armes suisses sont utilisées dans la guerre au Yémen.

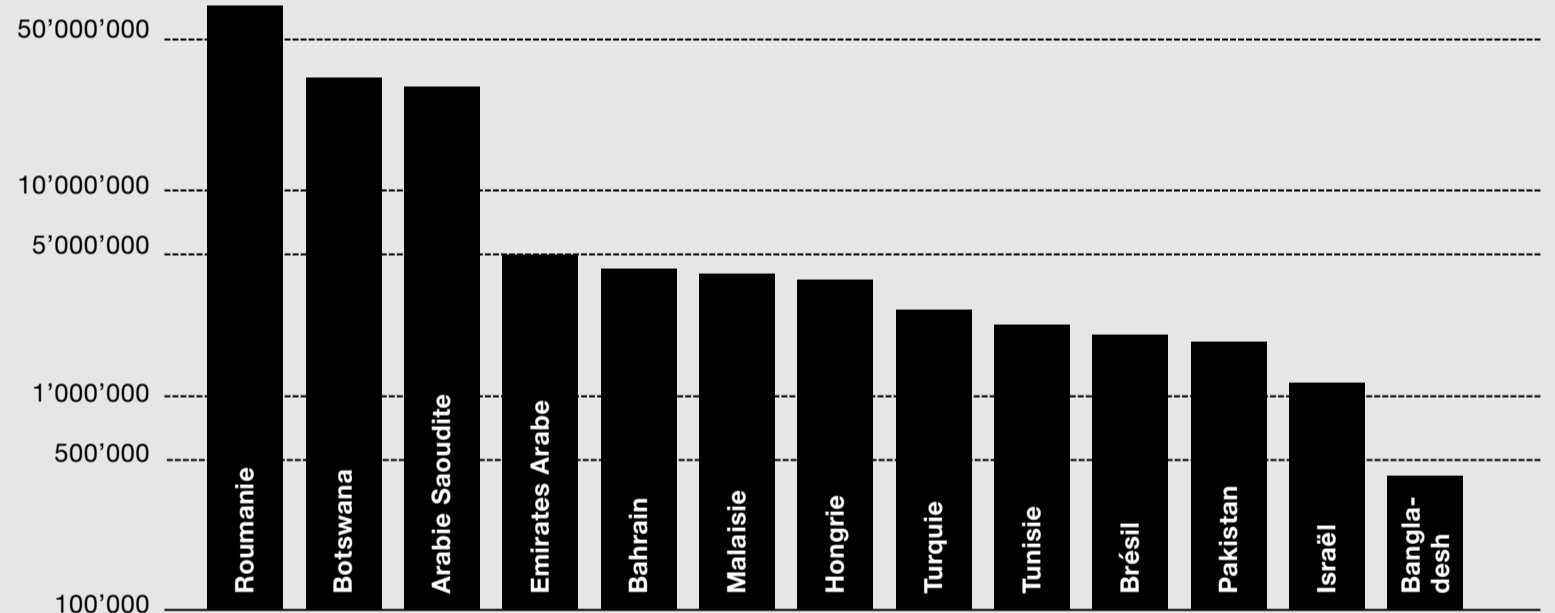
Le troisième plus gros importateur sont les États-Unis. Ceux-ci s'immiscent depuis des années dans des guerres et ont fait un grand nombre de victimes, quel que soit le motif. La prétendue neutralité de la Suisse ressemble de plus en plus à un prétexte pour tirer profit des guerres et des conflits, ainsi que pour faire avancer la militarisation.

En 2018, nous avons lancé l'initiative correctrice pour mettre fin à cette situation et pour garantir le respect d'au moins quelques normes

éthiques. Le but était d'interdire définitivement les exportations vers les pays en guerre civile ou vers les États qui violent gravement et systématiquement les droits humains. Le Conseil fédéral a présenté un contre-projet indirect qui reprenait un grand nombre de revendications de l'initiative. Après que le contre-projet a été accepté par le Parlement, l'initiative a pu être retirée. Espérons que les nouvelles réglementations se feront sentir sur le marché et que de telles exportations seront enfin interdites.

Au niveau mondial, les exportations d'armes sont restées stables entre les périodes de 2016 à 2020 et de 2011 à 2015. C'est la première fois depuis la période de 2001 à 2005 que les chiffres n'ont pas augmenté. Les rapports de force ont toutefois changé. Tandis que les exportations venant de la Russie et la Chine ont fortement reculé, l'Allemagne, la France et les États-Unis se sont imposés dans ce domaine. Les pays de destination se trouvent surtout sur le continent asiatique. Les États-Unis ont livré le quart de leur matériel de guerre exporté à l'Arabie Saoudite. En France enfin, la vente d'armes à l'Inde, à l'Égypte et au Qatar représentent 59% du volume total d'exportations.

Exportations d'armes
pays bénéficiaires sélectionnés
du 1er janvier au
30 septembre 2021
en CHF



EXPORTATION D'ARMEMENT

Intentez un procès aux responsables !

Un paysan péruvien a déposé plainte contre RWE, un géant de l'énergie. Celui-ci serait partiellement responsable de la possible disparition de son village. Ce combat de David contre Goliath pourrait créer un précédent utilisable contre les exportateurs de matériel de guerre. MARTIN PARPAN

Saul Luciano Lliuya est un agriculteur de Huaraz au Pérou. Les habitants de cette ville redoutent d'importantes inondations dues à la fonte des glaciers. Les conséquences pour la population seraient terribles. M. Lliuya met en cause le réchauffement climatique, pour lequel l'entreprise énergétique RWE est en partie responsable. RWE exploite des centrales à charbon et émet ainsi plus de CO2 que toute autre entreprise en Europe. M. Lliuya demande une compensation de RWE car il se voit comme une des victimes du changement climatique. Dans cette affaire, il s'agit surtout de déterminer le lien de causalité entre l'émission de gaz à effet de serre de RWE en Allemagne et la fonte des glaciers au Pérou.

Le paysan péruvien peut se réjouir d'une première victoire. Un tribunal allemand a en effet jugé recevable la plainte de M. Lliuya, un signal important pour le paysan et son combat. Cela n'est en rien synonyme de victoire juridique. Néanmoins, des activistes environnementaux y voient une occasion de faire de cette affaire un précédent pour le dépôt d'autres plaintes. Par la même occasion, cela permet d'aborder la question de la responsabilité des gros pollueurs pour les conséquences négatives de leurs actes.

LES ARMES SONT FAITES POUR TUER

Ces discussions dans le domaine environnemental sont également à voir comme une chance dans le contexte des exportations de matériel

de guerre. Il est, en effet, bien plus facile de déterminer un lien de causalité entre les exportations de ce type de matériel et les dommages qui en résultent. Ceux-ci sont assez simples à prouver. Les entreprises d'armement exportent des armes dans des zones de guerre. Celles et ceux qui les commandent les achètent le font toujours avec l'intention de s'en servir. Le lien de cause à effet est donc évident : des armes sont livrées et utilisées pour tuer.

TUER LÉGALEMENT

En Suisse, c'est la loi sur le matériel de guerre qui détermine la légalité des exportations d'armement. Le problème est qu'avec cette loi, les exportations sont fondamentalement légales. Dans quelques situations seulement elles ne le sont pas. Autrement dit, des exportations d'armes « légales » au sens de cette loi permettent de tuer « légalement » d'autres personnes. C'est là que nous devons agir. Si nous parvenons à

imputer aux exportateurs d'armes la responsabilité pour les morts causées par leurs exportations « légales », nous pourrions enfin mener les discussions qu'il faut. Une entreprise peut-elle contribuer activement à tuer des gens uniquement par gain personnel ? Dans le cas des entreprises énergétiques, on pourrait dire que leur but premier est de proposer un service important pour les êtres humains. Ce n'est pas le cas pour les armes, dont le but premier est tout simplement de tuer. Si l'on veut avancer que les armes peuvent servir à la défense et donc au « maintien de la vie », il faudrait, pour être conséquent, pouvoir contrôler toute utilisation desdites armes. L'entreprise exportatrice devrait, de plus, pouvoir déterminer si les intérêts de l'acheteur sont dignes d'être défendus. Après tout, un dictateur peut affirmer utiliser des armes uniquement pour se défendre en cas d'agression.

Il est très étonnant que l'exportation de matériel de guerre ne soit toujours pas un crime. Il est grand temps que ça change, il est temps de porter plainte contre les exportateurs de matériel de guerre !



ABOLITION DE L'ARMÉE

Une troisième initiative pour l'abolition de l'armée ?

Il y a 20 ans, l'initiative GSsA 2 a obtenu un moins bon résultat que la première. Rétrospective et perspectives. LUKAS BÜRGI

Le 2 décembre 2001, la population votait sur deux objets du GSsA : la deuxième initiative visant à abolir l'armée, dite « GSsA 2 », et la SCP, l'initiative pour un service civil volontaire pour la paix. Les résultats étaient décevants : seuls 28% de OUI pour l'initiative GSsA 2, soit 7% de moins que lors de la votation sur la première initiative pour l'abolition de l'armée en 1989. La SCP n'a, elle aussi, atteint que 30% de OUI. L'espoir qui régnait après la fin de la guerre froide s'était envolé. De plus, la peur provoquée par les attaques du 11 septembre a influencé la campagne. Les arguments sans fondement de l'armée ont donc trouvé preneur.

Mais n'oublions pas une chose : presque un tiers de la population a voté pour l'abolition de l'armée. Depuis, le GSsA a constamment gagné en soutien. Les domaines de l'armée avec le plus d'appui dans la population sont ceux qui ne sont pas d'ordre militaire – les domaines auxquels nous ne sommes pas opposés. L'initiative pour un Service Citoyen, qui veut établir un service civil obligatoire, n'est rien d'autre qu'une perversion bourgeoise de l'initiative SCP. Pourtant, cette initiative est soutenue par des personnes de tous bords politiques. Cela nous montre qu'une nouvelle initiative SCP – sans lien avec l'abolition de l'armée – pourrait être intéressante pour le GSsA.

LOI SUR LES MESURES POLICIÈRES

Vers des détentions préventives pour les militant·e·s politiques ?

En juin dernier, une majorité des votant·e·s acceptait la loi sur les mesures policières (MPT). Le GSsA s'était fortement engagé dans la campagne contre cette loi liberticide. Quatre mois seulement après la votation, la commission de politique du sécurité du Conseil national (CPS-N) s'est montrée favorable à un durcissement de la loi. THOMAS BRUCHEZ

Durant toute la campagne en faveur de la MPT, la conseillère fédérale Karin Keller-Suter assurait que la loi ne serait pas utilisée contre les militant·e·s pacifiques. Son argumentation avait déjà pris un grand coup peu avant la votation, lorsque les domiciles de militant·e·s pour le climat ont été perquisitionnés suite à un appel à la « grève militaire » – et ce avec l'autorisation expresse de la conseillère fédérale. Mais l'histoire ne s'arrête pas là : en octobre dernier, la CPS-N a décidé de soutenir une initiative parlementaire visant à permettre des

détentions préventives pour les « terroristes ». Dans le même temps, la majorité de la commission s'est opposée à définir de manière plus précise la notion de terrorisme, arguant que cela empêcherait « de poursuivre des activités terroristes n'impliquant pas de recours à la violence », soit exactement ce que le camp du OUI à la loi prétendait ne pas vouloir faire quatre mois plus tôt. Si ces décisions ne sont guères surprenantes, elles font froid dans le dos. Une chose est sûre : il faudra compter sur notre résistance !

WEF ANNULÉ

Ces hommes blancs qui pensent sauver le monde vont devoir attendre

C'est tombé fin décembre 2021, le World Economic Forum est reporté, après avoir été annulé l'année passée pour la première fois en plus d'un demi-siècle d'existence. Dépourvues d'une de leur grande messe du capitalisme, les élites économiques et politiques mondiales vont devoir patienter quelques mois de plus pour aborder la thématique intitulée « Travailler ensemble, restaurer la confiance », visant à établir un agenda pour une « reprise durable ». DAVID RACCAUD

UNE HYPOCRISIE DÉTESTABLE

Il va sans dire que le titre du WEF de cette année est un parfait miroir de ce forum : une hypocrisie néo-libérale des plus abjectes. Il est clair que la crise du COVID et ses conséquences sont des suites directes des politiques économiques promues depuis longtemps par ce forum. C'est l'exploitation et la destruction des ressources planétaires qui ont participé à la zoonose du SARS-CoV-2. Ce sont leurs doctrines néo-libérales qui ont assiégé et assaini les hôpitaux et les services publics, dont les conséquences se font particulièrement ressentir en ces temps de crise, ceci dans leur lubie de démantèlement de l'Etat et de ses caisses, les suppliants aujourd'hui de les sauver à coup de RHT et d'hélicoptère monétaire. Maintenant, ces mêmes personnes, qui ont activement participé à modeler ce monde pour leurs propres intérêts, se fixent le noble objectif de le sauver, toujours avec leurs propres intérêts en tête.

UN MONDE RÉVOLU

Si leur hypocrisie autour de la crise COVID est risible, le reste n'en est pas moins. Parmi ces puissant·e·s voulant dessiner le monde de de-

main, on y retrouve des entreprises spécialisées dans l'armement, comme Lockheed Martin, cette même entreprise qui vend à la Confédération les fameux F-35. On y retrouve également des représentant·e·s de puissantes entreprises pétrolières, cimentières, ou encore de l'énergie atomique, sans nommer certain·e·s magnats d'empire économique. Pour les écouter et discuter, lors de conférences comme de discussions informelles, on peut compter sur la présence de chef·fe·s d'Etat et autres ministres, avec en tête l'unique dogme du néo-libéralisme et de l'économie de marché. S'il devait y avoir une peinture de famille de ce forum, on pourrait presque penser qu'il s'agirait d'une fresque d'un ancien temps.

À cela, comme si ce n'était pas assez, il faut ajouter un certain palmarès d'invités qui ont bravé le sol de Davos, comme Trump, Bolsonaro ou encore Poutine, démontrant non seulement que ce forum est un frein à la paix mondiale, mais également que le néo-libéralisme et l'autoritarisme font particulièrement bon ménage.

UNE ÉTHIQUE SÉLECTIVE

Sans surprise, ces élites globales ont l'éthique sélective. S'ils menaient une véritable réflexion

ronnement. Ces riches et puissant·e·s devront donc attendre jusqu'à cet été pour sauver ce monde d'eux-mêmes.

Il faudra donc, cette année encore, aller manifester à Davos cet été. Pour montrer à cette élite que ce ne sera pas au travers de think tank et au maintien du statu quo que nous sortirons des crises multiples que nous traversons, mais au travers d'actions écosociales, démocratiques, globales et pacifistes. Parce que nous pouvons en être certain·e : cette solution ne sortira jamais du World Economic Forum.

sur les fins, ils et elles sauraient que rien ne justifie le maintien et l'expansion d'un système économique capitaliste. Ils et elles sauraient que le capitalisme produit et se nourrit des inégalités, qu'il se fonde sur la domination et l'exploitation, et que ses contradictions détruisent tant les hommes et les femmes que leur envi-



LA DERNIÈRE

DÉPARTS/ARRIVÉES

Merci Thomas et Saskia ! Bienvenue David et Vanessa !

Cette nouvelle année commence avec deux changements au sein du personnel du GSsA. Thomas Bruchez et Saskia Rebsamen, deux précieux membres des secrétariats de Berne et de Genève, nous quittent. Nous nous réjouissons toutefois de pouvoir accueillir David Raccaud à Genève et Vanessa Bieri à Berne. MORITZ LANGE ET PAULINE SCHNEIDER

Thomas Bruchez a été un secrétaire d'une grande importance pour le GSsA. Arrivé début 2019, il a aidé le GSsA à conserver sa place en tant qu'organisation militante antimilitariste sur bien des plans. Par son engagement sans limite au service de ses valeurs il a motivé des membres à venir récolter des signatures et faire campagne même pendant les mois les plus froids de l'année, ainsi que durant une pandémie. Il a porté en Romandie le référendum contre l'achat des avions de combats, posant ainsi les jalons de notre campagne actuelle contre les F-35. Le GSsA peut se féliciter d'avoir dans son histoire une personne digne de confiance, efficace et réfléchi comme Thomas, et nous lui souhaitons tout le meilleur dans la suite de ses engagements (qui n'ont pas attendus son départ du secrétariat) pour un monde plus juste et pacifiste !

Comme successeur de Thomas, le GSsA a eu le plaisir d'accueillir David Raccaud comme nouveau secrétaire politique à Genève. David

milite depuis des années maintenant à la Jeunesse socialiste et au parti socialiste dans le canton de Vaud. Entre ses études en sciences politiques et son master en administration publique, David est maintenant également membre du comité directeur de la Jeunesse socialiste Suisse. À côté de toutes ses activités politiques – il est également membre du Conseil communal de Bussigny depuis 2021, il partage aussi son temps à s'occuper de diverses associations universi-

taires, étant coprésident de la FAE entre 2019 et 2021, ou encore dans le comité de UNILIVE. Au-delà de ses qualités d'organisation, de mobilisation et de vision politique, il a travaillé dans la recherche de fonds pour l'initiative 99%. Nous nous réjouissons de travailler avec lui, et de profiter de ses connaissances ainsi que de sa motivation !

Saskia Rebsamen n'aura pas travaillé longtemps au sein du GSsA, mais cette période n'en était pas moins intense. Elle nous a rejoint-e-s au milieu du deuxième confinement et en deux temps trois mouvements, elle a organisé une campagne médiatique pour la troisième Marche de Pâques en ligne. En été, elle s'est engagée activement pour que le contre-

projet de l'initiative correctrice passe le parlement dans la version du GSsA et de la coalition contre les exportations d'armes vers les pays en guerre civile. Avant de nous quitter, Saskia a participé à la récolte et à la vérification de signatures pour l'initiative Stop F-35. Saskia quitte le secrétariat de Berne pour poursuivre ses études de lettres à Genève. Merci beaucoup pour ton travail, chère Saskia, et tout de bon !

C'est Vanessa Bieri qui succédera à Saskia au secrétariat de Berne. Elle est originaire de Frutigen et étudie l'histoire. Elle est également membre active de la Jeunesse socialiste de l'Oberland bernois et du PS du canton de Berne – grâce à Vanessa, le GSsA est désormais représenté dans l'Oberland bernois. À travers ses activités, elle a pu gagner une expérience précieuse en politique. Par ailleurs, elle a été campaigning pour l'initiative 99% et s'engage activement au sein de la Jeunesse socialiste, elle sait donc comment se déroulent les campagnes politiques. En tant que nouvelle secrétaire, elle participera notamment à l'organisation de la Marche de Pâques. Elle s'intéresse de plus au service militaire obligatoire ainsi qu'aux exportations de matériel de guerre. Bienvenue au secrétariat, Vanessa !



Thomas Bruchez



David Raccaud



Saskia Rebsamen



Vanessa Bieri

GREGOR, les histoires de l'arme aventureuse

Suivez Gregor et ses aventures
sur Facebook: www.facebook.com/gregor.gewehr



TALON DE COMMANDE

Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.–	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.–	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.–	
	T-Shirt «If war is the answer...»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	blanc	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.–	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.–	
	Jeu de cartes GSsA				Fr. 5.–	
	Kit de survie				Fr. 60.–	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.–	
	Couteau de poche «GSsA»				Fr. 25.–	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.–	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.–	
	Frais de port					Fr. 4.80
Somme totale de la facture						

Commande: **GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, gssa@gssa.ch**

Nom _____

Prénom _____

Rue _____

No _____

NPA _____

Lieu _____

Tél. _____

E-mail _____